



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Serge GUISEPPIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Jacques MARTINIER, Arnaud MOYNIER

Transport et mobilités actives - Délégation de Service Public - Exploitation du parking Saint-Roch - Transmission universelle du patrimoine de la Société Saint-Roch Stationnement à Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°2015/29 du 19 février 2015, la Ville de Montpellier a décidé de confier l'exploitation du parking Nouveau Saint-Roch à la société d'économie mixte locale des Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) dans le cadre d'une délégation de service public.

Conformément à l'article 8.1 du contrat, la gestion et l'exploitation de cette délégation de service publique ont fait l'objet de la création d'une société dédiée : la SAS Saint-Roch Stationnement, immatriculée le 15 avril 2015.

Ce contrat de délégation de service public a été transféré en 2016 de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole au titre du transfert de la compétence « stationnement ».

Pour rappel, la société Saint-Roch Stationnement est une filiale de la société TaM. Elle est détenue à 100 % par TaM tant en ce qui concerne le capital que les droits de vote.

L'équilibre économique de la Délégation de Service Public n'est pas atteint, notamment du fait d'une baisse de fréquentation depuis l'ouverture de la nouvelle gare TGV Sud de France. Le contexte de crise sanitaire liée au Covid-19, en particulier la période de confinement, a encore aggravé le déséquilibre, qui engendre automatiquement des difficultés financières au sein de la société dédiée.

Aussi, dans le cadre des dispositions des articles L. 232-2 et suivants du Code de commerce relatives aux documents liés à la prévention des difficultés des entreprises, présentés à l'occasion du Conseil d'Administration de TaM en date du 19 mai 2020, une situation comptable et financière particulièrement critique a été mise en exergue pour cette société.

Dans ce contexte, la société TaM envisage, en sa qualité d'associé unique, de dissoudre par confusion de patrimoine, sa filiale Saint-Roch Stationnement. Par application des dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, une telle dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine de la Société Saint-Roch Stationnement à la TaM, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Cette transmission universelle de patrimoine permettra de procéder au transfert du contrat de Délégation de Service Public, et des emprunts de sa filiale vers la société mère. Aussi, conformément à l'article 8.2 du contrat de Délégation de Service Public avec la Métropole, la société mère TaM s'était engagée en garantie auprès du délégant à demeurer solidaire des engagements de sa filiale. Par ailleurs, cette démarche vient renforcer la stratégie de regroupement de la gestion de l'ensemble des contrats de délégation de service public relatifs aux parkings en ouvrage confiés directement à la société TaM.

Il conviendra de rappeler que cette opération est sans impact financier sur le contrat de délégation, et qu'elle n'affecte pas, par ailleurs, les conditions de transparence relatives au contrôle du délégant sur le contrat de délégation de service public.

Le troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil prévoit que la transmission universelle de patrimoine interviendra (i) soit lorsque, à l'issue du délai d'opposition réservé aux créanciers, il sera acquis que les créanciers de Saint-Roch Stationnement n'auront pas fait opposition à la dissolution, (ii) soit lorsqu'en cas d'oppositions, celles-ci auront été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances aura été effectué ou que les garanties correspondantes auront été constituées.

La transmission universelle du patrimoine de la Société Saint-Roch Stationnement à Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) interviendra donc juridiquement à l'issue de ces délais.

L'article 7 du contrat de Délégation de Service Public prévoit que l'accord préalable du délégant est obligatoire en cas de cession de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser la substitution, à l'issue des délais prévus au troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil, de la société Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) en lieu et place de la société Saint-Roch Stationnement en qualité de délégataire au titre de la Convention de délégation de service public du 9 mars 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145717-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20200827_Avenant2_DSP_ParkingNouveauStRoch1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.